

ACTUEL 26**LA CRISE : APPARENCES ET RÉALITÉ**

Il est difficile d'évoquer « la crise » car tout dysfonctionnement, dans n'importe quel domaine, quelle que soit son importance ou sa gravité, est ainsi désigné. La crise est à ce point banalisée que, lorsqu'elle intervient à un haut niveau d'intensité comme aujourd'hui, sa signification se perd dans l'épais brouillard qui la masque. Car la crise est effectivement innommable : son spectre est trop large pour la faire entrer dans une catégorie bien définie ; par sa nature, on ne sait jamais ce que seront ses effets et quels organes vitaux elle risque de toucher. La crise est avant tout une *incertitude*. A ce titre, elle est dangereuse car elle déclenche des phénomènes psychologiques, d'inquiétude d'abord, de peur ensuite qui s'entretient et se diffuse devant ses développements imprévus et donc non maîtrisés. Mais elle est aussi, ce qui n'apparaît pas d'emblée et peut sembler paradoxal, une formidable *opportunité*, le signe de changements nécessaires (et possibles) et, partant, de choix d'avenir.

Dans deux récents essais de réflexion stratégique (*Stratégie, crise et chaos*, Economica, 2005 – *Précis de stratégie*, Dunod, 2008), j'ai proposé deux variantes d'une « théorie de la crise », l'une concernant l'ordre international, l'autre l'organisation des sociétés. Elles démontrent toutes deux comment les circonstances font basculer un ordre existant – la guerre, l'Etat, la stratégie – vers une situation désordonnée – la crise – dans laquelle tout devient possible, le pire et le nouveau, tous deux inattendus.

La première est fondée sur l'appréciation de Raymond Aron – *guerre improbable, paix impossible* – où la crise est cette situation d'instabilité continue entre une guerre improbable entre puissances dissuasives et une paix inatteignable en raison des

aspirations incessantes de peuples insatisfaits. Cette « crise de la guerre » est caractérisée par le fait que, dans tous les conflits déclenchés depuis 1945, les soi-disant « forts » ont été battus par les supposés « faibles », *ie* les puissances (Etats-Unis au Vietnam, France en Algérie, Union soviétique en Afghanistan...) par des mouvements dits de libération. Cette forme de crise et l'émergence au premier rang des nations de nouvelles puissances *non occidentales* ont contribué à la transformation d'un ordre international toujours hérité de la fin de la seconde guerre mondiale.

La seconde, d'ordre structurel, montre pourquoi et comment la construction ternaire politique/stratégique/technique, dont l'équilibre des termes est indispensable pour le fonctionnement harmonieux des sociétés, a été détruite depuis une trentaine d'années par l'abandon du politique à la technocratie de ses responsabilités fondamentales. L'abaissement du politique, où les Etats ont été contraints à une posture de gestionnaires de crises, d'une part, la montée concomitante des techniques, enhardies par un progrès et une croissance échevelés, d'autre part, ont ruiné la place médiatrice du stratégique, chargé de tous temps de frayer le chemin qui conduit les sociétés à entreprendre et à réaliser leur projet. Lorsque le politique, pour les raisons géopolitiques ou idéologiques évoquées, ne peut plus assurer sa fonction de superstructure, ce sont les infrastructures techniques qui s'arrogent le droit de prendre le relais. Au XX^e siècle, la finance et les médias, les plus grands bénéficiaires de la révolution électronique, se sont saisis d'une partie du pouvoir laissé vacant par le politique. Lorsque les techniques sont ainsi livrées à elles-mêmes, elles s'autonomisent et se fixent leurs propres objectifs étalonnés à

l'aune de leurs seuls critères d'efficacité : au lieu de demeurer au service de l'économie et de l'information, la finance et les médias en sont devenus les maîtres.

Même masquée par une mondialisation « heureuse », par une croissance débridée, par des effets « paillettes » médiatiques, la crise est bien la caractéristique centrale de notre monde depuis plusieurs décennies. Elle n'a pas attendu les déflagrations de ces derniers mois pour se manifester en désorganisant profondément, et singulièrement en France, toutes les structures de nos sociétés. Ainsi la crise actuelle, pour gravissime et durable qu'elle soit, n'en est pas moins un des symptômes d'une modification profonde des équilibres socio-politiques, elle-même annonciatrice d'un changement d'époque (voir l'article de Max Gallo dans le Figaro du mardi 3 février 2009). Si, dans tous les cas envisagés ci-dessus, la crise conduit à des situations préchaotiques où l'analyse comme le diagnostic sont aléatoires, elle peut être néanmoins une occasion formidable d'accompagner le mouvement, voire d'anticiper les futurs équilibres. Ce qui suppose autant de courage que d'intelligence.

Le « marécage stratégique »

Les deux types de crise se nourrissent l'un l'autre, la *crise du politique* trouvant en partie ses racines dans la *crise de la violence* qu'il est alors bien en peine de maîtriser, le conflit israélo-palestinien en apportant la preuve depuis un demi-siècle. Dans ce qu'on peut appeler un « marécage stratégique », les conflits post-guerre ont proliféré, se sont incrustés (Afrique, Moyen-Orient...) et ont accouché du terrorisme avec ses conséquences sur la sécurité et donc sur la démocratie ; les excès techniques se sont pour leur part propagés à la vitesse de l'électronique, donnant naissance à de gigantesques bulles technico-financières dont l'inévitable explosion met en danger la vie économique et les équilibres vitaux de toute l'humanité.

La bulle Internet a crevé la première, révélant qu'on ne peut rien construire sur du virtuel, c'est-à-dire sur du vent, même si les TIC ont vocation à révolutionner les structures et les comportements ; pour cela il

faut des bases. La seconde (et peut-être pas la dernière) vient d'éclater avec la bulle financière, d'autant plus grave que la monnaie étant le carburant de l'économie et le sang même du corps des sociétés, son épuisement asphyxie littéralement leurs activités vitales.

Au-delà des dégâts immédiats qu'elles entraînent, ces explosions de bulles, ce qu'on appelle *la crise du capitalisme*, révèlent, sur fond de désordre planétaire, géopolitique et environnemental, la profonde désorganisation de la plupart de nos structures socio-politiques : « les baigneurs apparaissent nus lorsque la mer se retire ! » selon la célèbre formule. Les palliatifs précipités prescrits depuis la mi-septembre 2008 – date de la faillite de *Lehmann Brothers* – pour juguler la débandade financière, pour indispensables qu'ils soient, même si leur efficacité sera très décevante, sont à la fois discutables, puisqu'ils visent à sauver des organismes corrompus, et très risqués car ils vont à leur tour produire une bulle monstrueuse, celle de la *dette publique*, qu'il faudra bien dénoncer un jour et sans doute au détriment (impôts ou inflation) de ses contributeurs obligés que sont les citoyens.

Ces risques de chaos planétaire, qui sont réellement devant nous à échéance de quelques mois, peuvent être circonscrits et limités à condition que, simultanément aux mesures d'urgence, on entreprenne de consolider, mieux de reconstruire, les structures qui charpentent les sociétés. Les réformes n'y suffiront pas car elles s'opposeront à trop de conservatismes pour modifier en profondeur le système, et leur replâtrage ne servira qu'à préparer la prochaine déflagration. A côté des ruines d'un système épuisé et qui a failli, il faut donc rebâtir. Et fonder ce renouveau sur des bases indiscutables : le respect de la *liberté* des hommes et des peuples, la nécessité d'utiliser le *progrès* technique pour le bien-être de l'humanité et la survie de la planète, la recherche d'un ordre fondé sur des principes de *justice* et de *solidarité*.

La croyance, aujourd'hui répandue, que la crise globale sera maîtrisée, d'une part en renflouant les banques, c'est-à-dire en sauvant les tricheurs au détriment des gens

honnêtes, d'autre part en renforçant une « gouvernance mondiale » dont les instances actuelles ont largement prouvé leur incapacité à sortir du champ clos des parloirs, cette croyance est aussi immorale qu'utopique. La vérité est que la crise manifeste l'obsolescence de systèmes à bout de souffle ou coincés dans une impasse ; la crise exige une mutation de ces systèmes. Les sociétés ont besoin en particulier de reconstituer leurs superstructures, où se situe *l'étage du politique*. Jusqu'à plus ample informé, seuls les Etats détiennent la légitimité et la capacité de fabriquer du politique. A une crise globale d'une telle complexité et dont les effets sont multiples ne peuvent répondre utilement que des mesures nationales. Mais encore faut-il, pour qu'elles soient efficaces, globalement et localement, qu'elles soient coordonnées entre tous les acteurs et qu'elles aillent dans le même sens, celui de l'intérêt général, le danger de céder comme d'habitude devant les intérêts privés ne dépendant pas nécessairement du caractère global des organismes de proposition. On voit bien alors qu'aucune des instances internationales actuelles n'est en mesure de proposer, encore moins d'imposer, ce qui serait une nouvelle règle du jeu, d'abord parce qu'elles n'en ont pas les moyens, ensuite parce qu'elles ne sont pas représentatives du « désordre mondial » et ne tiennent pas compte de la nouvelle hiérarchie des puissances. On peut difficilement se plaindre qu'un pays comme la Chine ne joue pas complètement le jeu de la mondialisation, en y prenant seulement son avantage, tant que la troisième puissance économique du monde ne sera pas associée au « concert des nations ». Enfin, on a tendance à agir en temps de crise comme si c'était la guerre et qu'il faille lutter contre les autres et détruire les méchants ; alors qu'il s'agit d'une toute autre situation où il faut d'abord se reconstruire pour s'adapter aux temps nouveaux, se remettre en état de marche et s'accorder avec les autres qui ne sont ni bons ni méchants et qui ont les mêmes problèmes que nous.

L'opportunité de la crise

Si la crise est une situation de tous les dangers comme nous sommes en train d'en prendre conscience un peu tardivement, elle

peut, à condition d'être comprise, acceptée et maîtrisée, devenir une chance de rebâtir nos systèmes sur des bases nouvelles et solides. Si nous admettons en premier lieu que la crise est avant tout structurelle, nous pourrions y trouver des réponses mieux ciblées et efficaces. Si nous acceptons ensuite la crise non comme une malédiction mais comme une opportunité, nous pourrions convaincre nos concitoyens de se tourner vers l'avenir. Si enfin nous appliquons nos efforts sur l'essentiel au lieu de les disperser sur tant de priorités, nous obtiendrons des résultats rapides et visibles.

Dans notre diagnostic, tout se tient : la crise n'est violente que parce qu'elle sévit sur des sociétés affaiblies, sans idées, privées de projet et en outre désorganisées. C'est sur ces trois leviers qu'il faut agir : insuffler de l'énergie dans le système, construire un projet de société, refonder des structures socio-politiques solides.

Depuis trop longtemps condamnés à une pensée molle, fade et conventionnelle, nous aspirons à un vent frais d'idées nouvelles, modernes, entraînant ; il faut réenchanter la société et favoriser un courant d'intellectuels créatifs. Les idées nous font défaut sur les grands sujets de société. Que de vieilles lunes : l'inamovible Clausewitz sur la guerre pourtant sans grand rapport avec celle qu'il décrit, l'incontournable Tocqueville sur la démocratie en Amérique et ailleurs. Mais sur l'avenir de l'Europe pas grand chose, sur l'évolution des régimes politiques presque rien. Tant d'efforts pour analyser les situations et si peu pour *penser la crise* ! Tant d'intelligences et si peu d'idées ! Si la réforme consiste à faire du neuf avec du vieux, à remettre au goût du jour des idées dont la crise a démontré l'inanité, à constituer des commissions avec des experts qui se sont tant trompés et qui ont échoué dans leurs entreprises, alors nous nous enfoncerons dans le drame. Nous devons absolument vaincre notre frilosité, qui est parfois intolérance, à l'égard de la pensée libre et créatrice : il y a moins de risque à inventer qu'à s'engluer dans l'échec !

La France n'a plus de projet de société depuis plusieurs décennies ; elle va de programmes en programmes selon les

alternances, une politique au fil de l'eau. Elle n'a plus de projet, car la pensée unique qui y règne depuis les années 70 a tué toutes les idées et exilé tous les créatifs ; la France sous anesthésie s'est banalisée, elle s'est détruite en tant que « société ». Là est sa plus grave crise...

Pour en sortir, on ne voit que trois pistes : la première consiste à retrouver un « projet de société », c'est-à-dire une envie de vivre ensemble et des raisons de « faire ensemble ». De faire quoi ? C'est aux citoyens – et non aux commissions XYZ – d'en débattre et d'en décider. Il arrive un moment où la démocratie directe devient indispensable et où il faut savoir réunir des « Etats Généraux » ; c'est la dernière chance pour découvrir des idées, mobiliser sur un projet et rendre de la légitimité au système. Sinon gare aux dérives populistes, à la violence de la rue et à une perte de confiance générale. En des temps difficiles, il convient de savoir prendre des risques. L'alternative est d'ailleurs simple entre une Europe toujours à construire et un monde à repenser : les Français ont le choix de devenir une nation pleinement européenne et consacrant ses forces à la construction de l'Europe ; ou de redevenir une nation mondiale – la grande nation – misant son avenir dans l'universalisme. Quoi qu'il en soit, une nation « politique » comme la nôtre ne peut longtemps rester privée de projet au risque de se dissoudre et/ou de se révolter.

La seconde piste devrait consister à reconsidérer nos structures socio-politiques et, plutôt que de réformer - c'est-à-dire de replâtrer – d'essayer de faire du neuf. Ainsi on n'ose toucher ni au découpage territorial ni aux structures gouvernementales commandées par les Administrations, et on n'y touchera sans doute jamais qu'à la marge

en additionnant tous les mécontents. Toutes nos charpentes sont redondantes et/ou rouillées et, à ces titres, difficilement récupérables : alors il faut en changer et en créer de nouvelles, les anciennes délaissées mourant d'inanition. On tente aujourd'hui de réformer des pions solidement installés dans leurs bastions ; autant aller construire ailleurs, en terrain libre, des entreprises nouvelles.

La troisième piste est bien connue mais insuffisamment empruntée ; c'est la carte de la modernité, de la recherche et de l'innovation. Là où l'Etat ne peut mettre que 500 millions sur 71 pôles, il faudrait placer 5 ou 10 milliards par l'emprunt public. La France est condamnée à l'innovation, elle ne sera pas l'usine du monde ni son jardin potager ; en revanche elle peut être un de ses laboratoires. Si les citoyens sont condamnés à payer les intérêts d'une dette colossale, il faudrait aussi qu'ils puissent investir massivement pour freiner puis inverser cette plongée vers la ruine.

Ces pistes – et quelques autres sans doute – mériteraient au moins d'être explorées avant d'être rejetées sans examen. Elles découlent d'une appréciation de situation, elles correspondent à la gravité de celle que nous subissons qui n'est pas seulement – et pas d'abord – économique. Avant même de voir leur bien-être mis à mal par la récession, les Français – et d'autres peuples – étaient déjà mal à l'aise. La crise économique ne fait que plomber l'ambiance, mais celle-ci était délétère.

La France n'existe pas si elle n'a pas de « vision », les Français s'ennuient et se déchirent sans « projet ». C'est bien sûr au politique de retrouver son rôle et de réenchanter le pays.

Eric de La Maisonneuve